



*Appel du CCN*

**Après une première victoire,  
répondre à l'urgence sociale !**

Le camp progressiste affiche une première victoire électorale arrachée grâce à la mobilisation citoyenne et à celle de la CGT. Claire sur ses valeurs et fière de son engagement, la CGT salue l'investissement de ses militant.e.s et syndiqué.e.s malgré les intimidations, et souhaite la bienvenue à toutes et tous les syndiqué.e.s qui nous rejoignent dans la période (elles et ils sont des milliers).

Rien n'était écrit d'avance, les forces de gauche ont su s'unir et proposer un autre avenir tout en faisant barrage. La stratégie de dissolution de Macron favorisant la prise du pouvoir par l'extrême droite et ses alliés a été mise en échec. Le plus grave a été évité, même si les incertitudes demeurent quant à la constitution d'un gouvernement résolument tourné vers le progrès social.

Nous avons franchi une première étape qui doit permettre de renouer avec le progrès social, mais le plus important reste à faire : il nous faut maintenant gagner un gouvernement sur les bases du programme du Nouveau Front Populaire, tout en maintenant la pression pour nos revendications CGT qui n'y figurent pas, et ainsi répondre à l'urgence sociale et environnementale.

Nous voulons immédiatement l'abrogation de la réforme des retraites, l'augmentation des salaires, des pensions et des minima sociaux, l'égalité professionnelle femmes-hommes, de l'argent pour nos services publics et une vraie politique de réindustrialisation du pays. Il faut aussi garantir les libertés, en commençant par voter une amnistie des militant.e.s syndicaux condamné.e.s lors d'actions revendicatives. Répondre aux revendications sociales, c'est commencer à faire reculer les idées d'extrême droite.

La responsabilité des élu.e.s du Nouveau Front Populaire est immense. Le second tour oblige aussi tous les député.e.s qui ont été élu.e.s grâce aux votes des électeurs du Nouveau Front Populaire. Les réponses qu'ils doivent apporter aux exigences sociales sont une condition *sine qua non* pour restaurer la crédibilité de la parole politique.

La CGT et ses organisations appellent solennellement Emmanuel Macron à respecter le résultat des urnes. Pas question de continuer sa politique économique et sociale violente. Le nouveau gouvernement doit être formé au plus vite, autour du programme du Nouveau Front Populaire. La CGT appelle à maintenir ce front uni et à répondre aux revendications sociales.

Le grand patronat et les grandes entreprises ont été abreuvés d'aides publiques pendant des années (Emmanuel Macron a octroyé annuellement 60 milliards de cadeaux aux plus riches et aux grandes entreprises en baissant leurs impôts les aides publiques aux entreprises représentent 170 Mds chaque année). Les mesures de progrès social sont donc finançables. Cela passe par la construction de projets de loi de Finances et de Financement de la Sécurité Sociale 2025 sur des bases nouvelles.

Face aux fake news des médias d'opinion, la CGT, fidèle à la double besogne qui fait son identité, entend rester une boussole pour une transformation sociale conjuguée à l'action de terrain, au plus près des revendications des travailleuses et des travailleurs, des retraité.e.s et des privé.e.s d'emploi.

La période implique une lucidité sur l'état de clivage de la société qui conduit à l'affaiblissement du salariat. La « dédramatisation » du RN a décomplexé le discours raciste, xénophobe, LGBTphobe et sexiste. Il est impératif d'organiser les travailleuses, les travailleurs et les retraité.e.s en les syndiquant massivement, pour faire reculer en profondeur le discours de haine, qui divise le monde du travail au profit du capital.

Dans ce contexte inédit, nous devons :

- Organiser dans toutes nos structures un déploiement en direction des salarié.e.s durant l'été ;
- Organiser dans toutes nos bases des assemblées générales avec les syndiqué.e.s, les salarié.e.s et les retraité.e.s, déployer nos formations ciblées, faire vivre notre culture du débat et renforcer notre qualité de vie syndicale ;
- Faire vivre les campagnes confédérales en cours (saisonniers, TPE, Intérim...) ;
- Refuser toute discussion et compromis face aux élu.e.s de l'extrême droite pour éviter toute banalisation ;
- Renforcer la sécurisation de notre organisation partout, notamment avec une participation de l'ensemble de nos syndicats aux ALS ;
- Mettre les nouveaux et nouvelles député.e.s sous vigilance populaire, dans une démarche intersyndicale et en lien avec des associations dès lors que cela est possible ;
- Renforcer la CGT et proposer l'adhésion, en faisant de notre position contre les idées d'extrême-droite une position claire et incontournable ;
- Préparer la CGT, avec toutes les organisations qui le souhaiteront, à être à l'offensive dès la rentrée ;
- Multiplier les luttes dans les syndicats sur la base des revendications des salarié.e.s.

La CGT porte des exigences fortes dans la période.

Plus que jamais rien ne nous sera donné, à nous de maintenir la pression syndicale dès maintenant et de nous engager collectivement, pour construire les mobilisations nécessaires dans l'unité syndicale la plus large, pour une rentrée populaire offensive, combative, porteuse de nouveaux conquits sociaux. Rien ne se fera sans mobilisations.

Après avoir agi dans les urnes, agissons dans la rue et dans les entreprises !

*Montreuil, le 9 juillet 2024*